

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#9
JANVIER
FÉVRIER
2011

AUSTÉRITÉ PARTOUT



CE SYSTÈME NE NOUS OFFRE PAS D'AVENIR

RENVERSONS LE CAPITALISME !



ÉDUCATION

La souffrance au travail, c'est aussi pour les élèves

Selon l'enquête une enquête de l'Association de la fondation des étudiants pour la ville (AFEV), moins de 10% des élèves aiment aller à l'école. Violences verbales, sentiment d'humiliation, stress dû aux notes et aux exigences du système scolaire sont mis en avant par près de 40% des sondés qui estiment souffrir de troubles du sommeil et 35% de maux de ventre souvent liés à leur scolarité. Ils sont en revanche plus de 57% à avoir une image positive des enseignants dont ils estiment qu'ils s'intéressent à eux... Dommage que dans les ZEP, un quart de l'accompagnement éducatif soit supprimé.

Vers une mutualisation des moyens du public et du privé dans l'Éducation

Fin novembre, un communiqué du Syndicat unitaire national démocratique des personnels de l'enseignement et de la formation privés (membre de Solidaires) dénonçait un rapport de la commission des finances préconisant la mutualisation des moyens dans l'enseignement agricole : profs « prêtés » entre établissements publics et privés, services partagés, etc., car « la réduction des moyens imposera en pratique tôt ou tard une coordination ou une mutualisation entre les établissements. (...) Celle-ci permettrait aux enseignants d'effectuer des heures tant dans le public que dans le privé, pour le bénéfice des établissements comme des élèves souvent privés de l'enseignement de la deuxième langue vivante, par exemple, ou d'options. » Et bientôt, on enverra tous les lycéens dans le privé, sous prétexte qu'il n'y a plus de moyens dans le public ?

Bientôt, des universités aussi complexes que le capitalisme

Une proposition de loi du sénateur non inscrit Philippe Adnot autoriserait les établissements publics à louer leurs locaux à des entreprises privées. Elle permettrait aux établissements privés faisant partie de pôles de recherche et d'enseignement supérieurs (PRES) de délivrer des diplômes nationaux à la place des universités publiques. Les rapports entre les PRES et l'État deviendraient

contractuels. Il s'agirait d'accords entre deux entités égales. Les établissements ne seraient plus soumis au contrôle de l'État mais agiraient à leur guise, comme des entreprises privées.

Un contrôle de toutes manières bientôt impossible avec l'élargissement des Fondations de coopérations scientifiques, regroupements de laboratoires publics et privés et éventuellement d'universités ou d'écoles. Il serait désormais possible de créer des fondations à l'intérieur de fondations partenariales ! La Cour des comptes elle-même a admis qu'il était impossible de savoir qui est impliqué dans quoi !

Un imbroglio institutionnel qui n'est pas sans rappeler le jeu des grandes entreprises et de leurs filiales, des sociétés-écran et autres montages financiers destinés à détourner de l'argent !

Réforme des séries STI-STL

Mises de côté par Chatel l'année dernière, les filières de sciences et techniques de l'industrie et de laboratoire (STI et STL) savent enfin à quelle sauce elles vont être mangées. Des structures ramenées à quatre « thématiques » en STI et deux « dominantes » en STL, soit une spécialisation progressive, des enseignements généraux en tronc communs (TC) en première et terminale, deux heures d'accompagnement personnalisé en première et terminale et un dédoublement des travaux en groupes à la libre appréciation des établissements... Voilà l'essentiel des mesures. Les enseignements généraux en TC signifient la possibilité d'augmenter le nombre d'élèves par classe. L'individualisation des parcours et des projets équivalra à casser le cadre national de bacs déjà souvent dépréciés. Quant aux dédoublements, ils ne seront pas garantis dans des filières qui demandent beaucoup de travaux pratiques et un suivi attentif des profs... Autre dispositif, la bivalence des profs : ils pourront être chargés de cours qui ne sont pas dans leur domaine. Des cours de physique-chimie pour des profs de physique appliquée, d'électricité ou d'électronique pour des profs de mécanique...

Ainsi les bac STI et STL sont-ils « moins détruits » que les bac pro passés cette année en contrôle continu, mais un peu plus que les bac généraux et STG. C'est comme ça avec Chatel : plus une filière est dévalorisée, plus il met le paquet !

L'Éducation nationale sur la voie de France Télécom...

70 démissions et 3 tentatives de suicide selon les formateurs de l'IUFM... C'est le premier bilan de la réforme de la formation des nouveaux enseignants dans la seule académie et Bordeaux. Il y en aurait beaucoup plus au niveau national, selon les mêmes sources. À France Télécom, les gouvernements avaient commencé par supprimer le statut de fonctionnaire avant de pousser les salariés au suicide. Dans l'Éducation, c'est le contraire !

... Ou sur la piste militaire ?

À Bordeaux toujours, les stagiaires de l'Éducation ont eu droit le 3 décembre (alors qu'ils sont devant des élèves depuis le 2 septembre, mieux vaut tard que jamais), à une session de formation. Les nombreux témoignages sont accablants. Trois heures de cours magistral avec au passage une invective humiliante pour quelques profs retardataires, rappel par un responsable des ressources humaines que les fonctionnaires « doivent » 35 heures par semaine à l'État et par une inspectrice qu'il « est du devoir de tout enseignant de s'auto-former ». Voilà pour la formation.

Pendant la journée, deux militaires ont assuré une session sur « l'enseignement de la défense », les « nouvelles menaces, nouvelles configurations », et « un exemple de partenariat Défense-lycée ». Les jeunes profs sont incités à orienter leurs élèves en difficulté vers l'armée... Car, comme le dit un représentant de la Grande muette, « en salle des profs, on entend des conversations d'intellectuels qui ne servent à rien alors que nous, dans l'armée, on est dans l'action pour la nation. »

Lilie va au lycée

Voici une nouvelle venue dans les lycées depuis l'année dernière : Lilie. Ce n'est pas une élève multi-scolarisée, mais le sympathique nom d'un serveur permettant aux parents de regarder en temps réel les absences et les cahiers de texte de la classe de leur enfant par authentification d'un mot de passe... Bientôt, pour aller en manif, il faudra avoir suivi des cours d'informatique pour apprendre à pirater les serveurs de flicage.

RÉPRESSION

LOPPSI II : la nouvelle génération

Enfin une loi qui n'est pas entravée par la contrainte budgétaire ! Il faut dire que le « combat » pour la LOPPSI 2 vient de loin : du discours médiatique de Grenoble l'été dernier aux tentatives de psychoses anti-terroriste à la rentrée en passant par la guerre faite aux gens du voyage, Sarkozy et Hortefeux n'ont pas ménagés leurs efforts. Peines plancher même en l'absence de récidive, peines de sûreté portées à 30 ans pour les meurtriers de policiers, surveillance judiciaire étendue via notamment le bracelet électronique, comparution immédiate des mineurs, retour sur le dispositif d'aménagement de peines automatiques, promotion de la vidéosurveillance, fichages,

interdiction de déplacements de supporters, couvre-feu pour les mineurs, développement des activités privées de sécurité, peine complémentaire d'interdiction du territoire pour un criminel de nationalité étrangère... La nouvelle mouture de la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI) n'y va pas avec le dos de la cuiller.

Pourtant, le Président et son ministre-condamné-pour-propos-racistes ont eu chaud. En commission à l'Assemblée, les députés UMP avaient décidé des assouplissements sur le permis à points. Le tout sécuritaire, pourquoi pas, mais pas question de toucher aux droits des automobilistes. En période de crise, mieux vaut

des accidents de la route que des gens qui consomment moins d'essence. Finalement, les députés de la majorité ont voté pour. Reste le très difficile passage au Sénat pour que ces mesures entrent en application. Que de suspens en perspective !

La jeunesse se radicalise

Selon une étude de l'Institut national de la Jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) parue en novembre, 48% des jeunes de 18 à 29 ans avaient déjà participé à une manifestation en 2008. Ils parleraient plus de politique que les personnes de plus de 30 ans. 24% estiment qu'il faut « changer radicalement toute l'organisation de notre société par une action révolutionnaire ». Une radicalisation qui concerne surtout les jeunes scolarisés, ayant poursuivi leurs études au-delà de 18 ans. C'est peut-être pour ça que le gouvernement veut individualiser les formations et extraire les jeunes des établissements scolaires et universitaires où il existe une socialisation ?

Tremblez internautes !

Autres lieux de socialisation, même virtuelle, dans le viseur du gouvernement : Facebook et les réseaux sociaux. Après que le député UMP de Haute-Savoie Martial Saddier a déploré qu'une lycéenne ait été blessée lors d'une manifestation, le gouvernement a décidé de prendre des mesures. Contre la police ? Évidemment pas ! Mais en demandant aux sites de supprimer les appels à des manifestations « illicites » (blocages de lycées, apéro) et d'identifier leurs auteurs. Nouveau ministre chargé de l'Industrie, de l'Énergie et de l'Économie numérique, c'est Eric Besson qui sera en charge du dossier ! Objectif, 25 000 expulsions d'internet ?



INTERNATIONAL

Le MI6, de M6 à Vidéo gag !

Le service de renseignements britannique MI6 a reconnu fin novembre avoir entamé des pourparlers avec un haut responsable taliban en Afghanistan et lui avoir versé des centaines de milliers de dollars. En fait, le « haut responsable » supposé proche du Mollah Omar était un petit boutiquier pakistanais. Les services secrets s'en sont rendus compte après qu'il a fui avec l'argent qui lui avait été remis. Enfin une raison de rire de la guerre !

PS : un invité qui casse la Barak

Dans le cadre du Conseil de l'Internationale Socialiste (IS) en novembre à Paris, Martine Aubry a accueilli Andréas Papandréou, président de l'IS et Ehud Barak son vice-président. L'un est le premier ministre grec qui met son pays à sac pour obéir aux règles du FMI, dirigé par le socialiste DSK. L'autre est président du Parti Travailleuse israélien, était ministre de la défense lors de l'attaque contre Gaza en décembre 2008, commandant adjoint des forces israéliennes lors de l'invasion du Liban en 1982, etc. Un des points à l'ordre du jour était intitulé « Surmonter les conflits ». Mais desquels s'agissait-il ? Ceux liés au mouvement social en Grèce, ceux liés à l'oppression du peuple palestinien ou ceux qui opposent les éléphants du PS pour la présidentielle ?

Tunisie : La jeunesse contre Ben Ali !

Le 17 décembre, après que la police lui a confisqué les fruits et légumes qu'il vendait dans la rue, un Tunisien de 26 ans s'est immolé par le feu devant la préfecture de Sidi Bouzid (centre-est du pays). Cinq jours plus tard, un second jeune homme s'est suicidé dans un pylône électrique. Ces actes ont suscité le soulèvement de la jeunesse du pays.



Le chômage des jeunes diplômés est le double de celui de la population (28% contre 14%). Dans un pays dominé par l'impérialisme, les choix économiques du gouvernement sont de développer des secteurs qui n'ont pas besoin de jeunes qualifiés : tourisme, agriculture d'exportation (blé, olives, dattes, agrumes, élevage, produits de la mer...), exploitation minière (phosphates), industrie textile. Le développement urbain privilégie les grandes villes côtières et touristiques, au détriment du centre.

Ce système est choyé par le FMI (qui l'a consacré « économie la plus compétitive d'Afrique »), mais pas par les classes populaires, notamment par la jeunesse. C'est au prix d'une dictature, celle de Zine el-Abidine Ben Ali, grand ami des politiciens français, que le « miracle tunisien » existe. Fin décembre, la police faisait un mort parmi les manifestants.

La contestation ne s'arrête pas pour autant. L'accès aux réseaux sociaux et la solidarité des jeunes Tunisiens émigrés permet de sortir de l'isolement. Début janvier, elle s'est étendue aux lycées, malgré un dispositif policier extraordinaire et la censure des pages Facebook appelant aux manifestations.

La détresse de la jeunesse tunisienne ne vient pas d'un problème « démographique », comme voudrait le faire croire le régime. Elle vient du modèle de développement lui-même. C'est pour cela que les mots d'ordre s'attaquent désormais au régime : « Tunisie libre, la famille [Ben Ali] dehors ! » ou « Le travail est un droit, bande de voleurs ! ».

JB (Comité jeunes 92 nord)

Émeutes à Alger

Le 5 janvier, des émeutes ont éclaté à Alger. Elles sont parties du quartier populaire Bab-el-Oued, dont le commissariat a été pris d'assaut, suite à une augmentation des prix de l'huile et du sucre. Elles ont gagné les autres quartiers pauvres de la capitale. Face aux conséquences de la crise, la mobilisation de la jeunesse n'est pas qu'Européenne, elle est mondiale !

Quelques images sur : www.lequotidienalgerie.org/2011/01/05/urgent-la-jeunesse-se-revolte-a-bab-el-oued/

Dans ce numéro :

De Lisbonne à Dublin...	Page 4	Pourquoi la bourgeoisie reste-t-elle au pouvoir ?	Page 8
Sommet de Cancun	Page 4	Culture	Page 9
Dossier : De l'argent il y en a !	Pages 5 à 8	Italie : Berlusconi face aux premiers incidents	Page 10
La finance pour les nuls	Page 5	Mouvement de la jeunesse en Grande-Bretagne	Page 10
Irlande du Sud	Page 6	Dans la rue le 22 janvier	Page 11
Même pendant la crise ils profitent et ils nous mentent	Page 6	Autonomie des universités	Page 11
Salariés jetés, patrons choyés	Page 6	Convention CPU-Medef	Page 11
Les travailleurs se tuent à la tâche, les patrons profitent	Page 7	24 heures dans la tête d'un militant du Front National	Page 12
Patrons voyous	Page 7		

EDITO

PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL, PARTAGE DES RICHESSES... Ou alors ça va péter !

Trente-cinq heures ou pas trente-cinq heures ? Voilà le débat qui agite aussi bien l'UMP que le Parti socialiste en ce début d'année, suite aux propos de Manuel Valls – en passe de détrôner DSK pour le titre de socialiste le plus à droite de France !

On aurait pu sortir de la mobilisation pour les retraites avec l'idée que face aux « travailler plus » de Sarko, il faut au contraire partager le temps de travail. Le partager encore et encore, jusqu'à tant que tous les travailleurs privés d'emploi en aient un. Travailler moins pour travailler tous et toutes...

Mais qu'en serait-il du « gagner plus » tant promis par Sarko ? Il faudrait aussi partager les richesses, jusqu'à ce que tout le monde gagne assez pour vivre décemment.

Hérésie pour le capitalisme ! Scandale pour l'UMP ! Irréaliste pour le PS ! On ne peut pas raisonnablement dire ça quand on a pour perspective les élections de 2012 ! Mais ce qu'oublie nos politiciens professionnels, c'est qu'avant 2012, il y a 356 jours qui s'appellent... 2011.

Et ce n'est pas sous l'auspice des élections et des institutions que s'ouvre cette nouvelle année. Un gouvernement délégitimé, un PS pas plus crédible... Mais des luttes sociales d'ampleur qui ont clôturé 2010 en France, en Italie, en Grande-Bretagne, au Portugal, en Irlande... Et qui ouvrent 2011 en Tunisie ou encore en Bolivie face au pourtant progressiste Evo Morales.

La crise du capitalisme n'est pas près d'être terminée. Elle portera toujours cette année son lot de catastrophes sociales et écologiques, qu'une conférence de bons sentiments à Cancun ne suffira pas, loin de là !, à régler. Elle porte dans les pays du Sud les conflits entre les différents pays impérialistes. La Côte d'Ivoire en fait les frais, où le candidat du FMI, de la France et des États-Unis, Ouattara n'est toujours pas en mesure de prendre ses fonctions face à celui de la Chine et de la Russie, le président sortant Laurent Gbagbo. Là non plus, la question n'est pas de savoir qui a gagné et qui doit gouverner. La préoccupation du peuple ivoirien est de sortir de la dépendance économique et des diktats de l'étranger. Ni l'un ni l'autre des présidents proclamés ne porte cette perspective, celle de rompre avec les institutions et avec le système.

**De La Paz à Paris, d'Abidjan à
Dublin, de Tunis à Lisbonne, des
usines qui ferment aux lycées sans
moyens... Ce sont nos luttes qui
nous permettront d'en finir avec
les politiques d'austérité de ce
système sans avenir !**

La Sécu dans L'INSÉCURITÉ

Le 16 novembre, dans son show télé, Sarkozy appelait à un débat sur la réforme de la Sécu, devant déboucher sur la création d'une « nouvelle branche de la Sécurité sociale » : la « dépendance ». « Faut-il faire un système assurantiel ? Obliger les gens à s'assurer ? Faut-il augmenter la CSG ? » Le chef de l'État n'avait pas l'air fixé. Le 24 novembre, à l'Assemblée, Fillon lançait « une concertation nationale sur la protection sociale » pour « sérier les pistes de financement : assurance obligatoire ou facultative, collective ou individuelle ? » La ministre Bachelot quant à elle refuse de se prononcer sur le choix entre public et privé. « Le débat à venir sera aussi un débat de prise de conscience pour nos concitoyens. Les Français devront s'exprimer sur ce qu'ils jugent être la meilleure solution. Quelle pourrait être la part de l'assurance par rapport à la solidarité ? Comment s'organiserait leur articulation ? », s'interrogeait-elle dans le Figaro quelques jours après.

Mais pour la députée UMP Valérie Rosso-Debord, chargée d'une mission d'étude, « de fait, le nombre de Français ayant souscrit une assurance dépendance augmente chaque année et représente aujourd'hui près de cinq millions de personnes (...) Les sociétés d'assurance, ayant désormais une vingtaine d'années d'expérience de la gestion du risque dépendance, estiment avoir suffisamment défini le risque statistique (...) pour proposer des contrats assurant des rentes mensuelles (...). La mission propose

de rendre obligatoire dès cinquante ans la souscription d'une assurance des personnes contre la perte d'autonomie auprès de l'établissement labellisé de leur choix : mutuelle, société de prévoyance ou société d'assurance. »

Obligation de contracter une assurance donc ? Peut-être pas, car le privé n'aime que ce qui est rentable, en gros, les vieux dépendants, mais riches ! On pourrait s'acheminer vers un système mixte : ceux qui ont les moyens dans le privé, avec des pensions décentes et les pauvres dans le public. Comme ça, l'UMP pourra être accusée de déosser la Sécu, mais pas de la supprimer !

MOBILISATION LYCÉENNE POUR LES SANS-PAPIERS DANS Le 92

Le 15 décembre les élèves des lycées Marey de Boulogne-Billancourt, Jean Jaurès de Châtenay-Malabry et Florian de Sceaux (92) se sont rassemblés devant les sous-préfectures d'Antony et Boulogne pour demander la régularisation de leurs camarades sans-papiers, quatre dans chaque établissement. Au niveau départemental, une

initiative de collectif de jeunes sans-papiers a été prise. Depuis 2006, seuls trois lycéens sans-papiers ont été expulsés dans les Hauts-de-Seine et tous ont pu revenir quelques semaines après. Un constat d'échec pour la Préfecture qui préfère attendre que les jeunes majeurs aient le bac afin de ne plus pouvoir bénéficier des soutiens de leurs camarades, enseignants et des parents d'élèves. C'est donc quand ils sont encore scolarisés, et même s'ils ne sont pas directement menacés d'expulsion, qu'il faut se mobiliser pour leur régularisation !

Nouveau comité jeune à Cambrai

Le secteur jeune du NPA a le plaisir de vous faire part de la naissance d'un comité à Cambrai (59). Fondé par six militants lycéens et jeunes travailleurs motivés, dans une région touchée par la désindustrialisation, ce comité est doré et déjà actif dans la construction des luttes de la jeunesse. Dans les semaines à venir, il lancera une campagne de construction, de sensibilisation et de diffusion de nos idées antiracistes et anticapitalistes dans le Cambrésis. La politique est l'affaire de tous et comme le montrent nos nouveaux camarades, les jeunes de Cambrai ne font pas que des bêtises !

De Lisbonne à DUBLIN, nous ne paierons pas Leur crise !

Les peuples d'Europe payent toujours la crise au prix fort. On compte plus de 23 millions de chômeurs sur tout le continent. Les salariés, les jeunes et les retraités sont de plus en plus nombreux à exprimer leur colère, face à des gouvernements, de droite comme de « gauche », qui veulent nous faire payer les pots cassés pour assurer la pérennité du système capitaliste.



Après le mouvement contre la réforme des retraites en France, les résistances se poursuivent. De nombreuses manifestations et grèves contre l'austérité ont eu lieu dans de nombreux pays. Une dynamique particulière émerge au sein de la jeunesse.

Au Portugal, une grève général historique a eu lieu le 24 novembre dernier, afin de protester contre un plan d'austérité prévoyant la baisse des salaires du secteur public, la diminution de nombreuses prestations sociales. C'est la plus grande journée de grève de l'histoire du pays, avec près de 75% de participation. En Irlande, à l'annonce du troisième plan d'austérité depuis le début de la crise, plus de 100 000 personnes étaient présentes dans les rues de Dublin le 27 novembre.

Au Royaume-Uni et en Italie, ce sont des dizaines de milliers d'étudiant-e-s qui se sont mobilisés contre les baisses de budgets, la hausse des frais d'inscription et la mainmise du privé sur l'enseignement. La Grèce, qui subit sûrement le plan d'austérité le plus dur d'Europe a connu, le 15 décembre, sa septième grève générale en moins d'un an.

Plus que jamais, les peuples d'Europe subissent les conséquences de la crise, avec des politiques d'austérité visant à la fois les travailleurs et les travailleuses mais également les jeunes, avec une marchandisation de l'Éducation de plus en plus importante. Plus que jamais, nous devons donc lutter ensemble et organiser la riposte.

Quentin (Comité jeunes du Mans)

Ils mondialisent la misère et l'austérité, mondialisons nos luttes !

Les capitalistes du monde entier sont capables de se coordonner et de coopérer pour nous en mettre plein la tête. En 2011, la France préside le G8 et le G20, groupes de discussion et de partenariat économique des pays les plus puissants.

En avril, à Besançon, se tiendra le G8 des universités, réunissant les ministres de l'Éducation et de l'enseignement supérieur. En juin, les huit chefs d'États les plus puissants se retrouveront à Deauville et en novembre le G20 aura lieu à Cannes.

Les milliers de jeunes et de travailleurs qui se sont mobilisés ces derniers mois contre les conséquences de la crise dans leurs pays respectifs devront être présents pour affirmer que nos luttes, comme la crise du système, n'ont pas de frontière !

SOMMET DE CANCUN

Les CAPITALISTES ne sauveront pas Le CLIMAT !

Le sommet de Cancun a réuni du 29 novembre au 10 décembre les représentants de 196 États au Mexique, à propos du réchauffement climatique et des suites à donner au protocole de Kyoto arrivant à échéance en 2012. Ce sommet est un échec, même pour les participants qui n'en attendaient pourtant pas beaucoup. Les mises en place d'un dispositif pour lutter contre la déforestation et d'un fonds vert pour le climat ont été décidées mais son financement sera confié pour les trois prochaines années à la Banque Mondiale. Les fonds passeraient en partie par des prêts, créant de nouvelles dettes qui pèseraient sur les populations des pays sous-développés.

Quant au dispositif REDD+ (Réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts), il ne reconnaît pas les droits des populations locales et en l'état sera surtout une opportunité pour des multinationales de financer des projets « verts » à moindre coût sans rien changer de leurs émissions.

Des militants du monde entier étaient présents à Cancun pour montrer leur opposition à ce sommet. Ils ont dénoncé l'origine capitaliste du dérèglement climatique en cours et ont souligné l'incompatibilité entre un modèle fondé sur la logique de concurrence et la recherche du profit maximal. Ils ont affirmé la nécessité impérieuse de respecter les limites des écosystèmes et de leurs rythmes. Et de fait, nous ne pouvons attendre de solution à la crise climatique de la part des capitalistes.

C'est ce que démontre à nouveau le sommet de Cancun : tant que ce système perdurera, les populations les plus pauvres payeront les conséquences de la crise du climat et de la destruction de la planète.

DE L'ARGENT IL Y EN A !

Des « Trente glorieuses » à La FINANCIARISATION - 1945 - Années 1970

Après la Seconde guerre mondiale, le capitalisme est dans une situation de faiblesse : le niveau de production est plus faible qu'avant la guerre, une part importante de la classe dominante est délégitimée par la collaboration, le mouvement ouvrier sort renforcé par la résistance...

Mais la perspective de la reconstruction assure d'importantes perspectives de croissance. Les innovations dans l'industrie militaire vont pouvoir être appliquées dans le civil. Et Staline ne veut pas d'un embrasement révolutionnaire qui échapperait au contrôle de l'URSS. Partis communistes et classes dominantes élaborent des compromis : les salariés obtiennent de nouveaux droits (Sécurité sociale, hausses des salaires...) et les capitalistes des taux de profits élevés.

À la fin des années 1960, la reconstruction est achevée. Le système atteint une double crise : la demande ne suffit plus à écouler l'offre ; et l'offre chute, car les taux de profits réalisés ont fortement diminué. Les capitalistes n'investissent plus dans la production et se tournent vers les placements financiers.

Tout possesseur de capital se pose la question suivante : dois-je utiliser cet argent pour produire ? La vente de ma production sera ma source de profits. Ou dois-je prêter mon argent à quelqu'un qui va s'en servir pour produire et me paiera un intérêt ? La comparaison des taux de profit d'intérêt arbitre la décision du capitaliste.

Les CHOCs PÉTROLIERS ET LA DETTE - 1973 et 1979

Avec les chocs pétroliers (on passe de \$1,90 le baril en 1972 à \$34 en 1981), les revenus des pays producteurs et exportateurs de pétrole explosent.

Les « rois du pétrole » renvoient cet argent dans les pays capitalistes avancés : placements à court terme dans des banques occidentales, institutions internationales ou par l'achat d'emprunts publics ; dépenses dans l'armement et les produits de luxe ; achats des biens productifs (machines) pour industrialiser leurs pays ; investissements à long terme (achats d'actions, prêts aux États...).

L'afflux des pétrodollars alimente des spéculations. Leur « marché » crée donc des bulles financières. Ils sont recyclés sous forme de prêts aux pays du Tiers-monde. De 1979 à 1981, le relèvement simultané des taux d'intérêt américains et du taux de change du dollar par les autorités états-uniennes entraîne une forte hausse des intérêts que doivent verser les pays du Tiers-monde. Parallèlement les marchés financiers sont libéralisés, un marché financier mondial est mis en place.

La BULLE INTERNET - 1995-2000

En 1995, l'Internet devient accessible aux particuliers. Les entreprises d'information et de services virtuels fleurissent. La mode est aux « start-up », de jeunes entrepreneurs expliquent que désormais, leur génération croit au capitalisme et à la libre entreprise... Ce sont des « millionnaires virtuels » (leur seule rémunération est en stock-options) ! Des actions, emprunts et crédits bancaires sont émis. Les valeurs boursières des entreprises augmentent sans lien avec leurs chiffres d'affaires réels. On entend parler de « quatrième révolution industrielle », de nouvelle période de croissance du capitalisme.

En mars 2000, la bulle éclate : les profits réalisés par le nouveau secteur de l'économie sont sans commune mesure avec ses pertes et ses dettes. Les investisseurs ont lourdement exagéré leurs estimations. Les équipementiers télécoms, poussés par la concurrence (dans la même période, on a libéralisé ce secteur ; par exemple, France Télécom a été privatisé et ouvert à la concurrence), ont investi à perte. Beaucoup de contrats avec leurs clients (les fournisseurs d'accès) prévoient que les sommes soient remboursées dans le temps en fonction du succès commercial de l'opérateur (nombre d'abonnés, attente des premiers bénéficiaires), succès qui tarde à se manifester voire n'arrive jamais.

Les employés des start-up et des entreprises des télécommunications, rémunérés en stock options réalisent qu'en plus de perdre leur emploi, ils ne percevront jamais de salaire ou de retraite. Pour la seule année 2001, ils sont 500 000 à être licenciés.

La CRISE DES SUBPRIMES - 2008

Pour relancer l'économie, la banque centrale américaine, la Fed, choisit l'immobilier et cherche à y favoriser les investissements. Elle fixe son taux directeur, qui détermine le taux d'intérêts des autres banques, à un niveau très bas (autour de 1%), ce qui favorise le crédit. Les entreprises s'endettent pour investir et construire des logements. Les ménages américains les plus modestes empruntent en vue d'acheter un logement (leur taux d'endettement passe de 107% en 2001 à 140% en 2006).

Ces emprunts, les subprimes, sont des prêts hypothécaires : si je ne rembourse pas on saisit ma maison et la banque peut modifier le taux d'intérêt que je dois lui rembourser. Double profit pour les banques : dans un premier temps elles perçoivent les intérêts. Puis elles relèvent leurs taux, les ménages ne peuvent plus rembourser, elles saisissent leurs maisons et les revendent plus cher.

Pour gagner du temps elles titrisent leurs subprimes. Elles transforment les dettes en produits financiers et les vendent en bourse, mélangées à d'autres titres financiers. De nombreux investisseurs institutionnels se retrouvent titulaires de ces titres sans même le savoir !

Mais trop de logements sont construits. L'offre dépasse la demande. En dix-huit mois, le cours du marché immobilier états-unien perd 20%. Les banques ne font plus de bénéfice en revendant les maisons. Pour contre-balancer ces pertes, elles augmentent leurs taux d'intérêts, ce qui entraîne une hausse des expulsions et des reventes de maisons. L'offre augmente, donc les prix baissent... C'est un cercle vicieux.

Partout dans le monde, au même moment, de nombreux investisseurs institutionnels se retrouvent avec des titres de créances non solvables. Ils ont non seulement perdu leurs perspectives de profits (les intérêts qu'ils auraient dû percevoir) mais aussi leur capital investi (assuré par la revente des maisons). Cela provoque une crise de confiance : ils ne veulent plus se prêter de l'argent entre eux, car ils doutent de la capacité des autres à les rembourser, ce qui les empêche donc d'emprunter pour couvrir leurs dettes et les place aux bords de la faillite.

Pour faire toujours plus de profits, le capitalisme produit toujours plus. La concurrence pousse les agents économiques à aller toujours plus loin, sans se soucier des conséquences pour l'ensemble de la société, y compris pour leur propre système ! Les plus puissants s'en sortiront toujours tant bien que mal. À toutes les crises, ils ont une même réponse : baisser les salaires, augmenter le temps de travail, privatiser pour ouvrir de nouveaux marchés, demander de l'argent aux États qui diminuent les dépenses sociales en conséquence...

De l'argent, il y en a ! C'est par le rapport de forces que nous le reprendrons !

Lexique :

Bulle financière : les prix d'échanges de biens (marchands, immobiliers ou financiers) sont surévalués par rapport à leurs valeurs réelles. La bulle grossit, car les acheteurs estiment que le prix va encore augmenter. Elle éclate encore plus vite, quand ils comprennent que la valeur est surestimée.

Désintermédiation : phénomène débuté dans les années 1980. Les banques et les institutions financières avaient un rôle d'intermédiaire entre les agents à besoins et ceux à capacités de financement. Ce rôle s'est réduit devant des pratiques de financements directs sur les marchés financiers.

Fonds de pension : institution gérant les placements provenant de l'épargne, dont la vocation est de permettre le versement d'un complément de revenus après la vie active.

Investisseurs institutionnels : organismes financiers de grandes envergures (fonds de pension, banques...) appelées « Zinzins ». Ils sont chargés de placer en bourse une partie de l'épargne qu'ils collectent.

Offshore (statuts offshore) : dans la finance, désigne des placements à l'étranger, le plus souvent dans un paradis fiscal.

Plus-value : dans les transactions, différence entre le prix d'achat et le prix de vente d'un bien ou d'un actif financier. Dans l'exploitation capitaliste, différence entre ce qu'un travailleur produit et le salaire qu'il perçoit. Dans les deux cas, la plus-value constitue les bénéfices.

Spéculation : action (risquée) lors d'une transaction marchande, cherchant à tirer profit par anticipation de l'évolution du niveau général des prix ou de l'évolution du prix d'un bien ou d'un actif financier particulier. On achète à l'instant t pour revendre à t+1 à un prix plus élevé.

Stock option : achat ou promesse de vente d'une action à un prix fixé d'avance (donc potentiellement inférieur à son prix sur le marché). Les stock options peuvent être promises avant même l'introduction de l'entreprise en bourse. Elles peuvent se substituer aux salaires. Dans un système de retraite par capitalisation, elles peuvent remplacer les cotisations sociales.

Taux d'intérêt : sorte de « loyer » de l'argent ; partie du profit de l'entreprise qui rémunère le propriétaire du capital qui a été utilisé par le producteur pour produire.

Taux de profit : rapport entre la plus-value et la somme de capital (machines et masse salariales) ; on considère ici le taux de profit réel du producteur, c'est-à-dire après paiement de l'intérêt.

Titre : un document représentatif d'un droit de propriété ou de créance.

Titriser : transformer une créance détenue en un titre, que l'on peut ensuite vendre sur les marchés financiers. Il devient alors un produit financier.

Les travailleurs se tuent à la tâche, les patrons profitent : INTERDICTION DES LICENCIEMENTS, CONTRÔLE OUVRIER !

Selon les médias et le gouvernement, séquestrer les patrons, menacer de faire péter l'usine, amener le pays à la pénurie d'essence, c'est « mal ». Mais cette radicalité vient du sentiment le plus juste qui soit : celui de la dignité de ceux et celles qui produisent toutes les richesses de la société. Ceux et celles qui en ont marre de se faire plumer toute la journée et qui aspirent à des jours meilleurs. Contre les patrons, voyous ou non, imposons de vraies mesures !

Interdiction des licenciements : vers la prise en main de notre force de travail

Les patrons font croire que les récents plans de licenciements étaient faits à contrecœur. Mais la possibilité de licencier les travailleurs constitue une variable d'ajustement pour maintenir les profits. Quand ils diminuent ou que la concurrence se fait rude, les patrons y ont recours.

Il faut imposer l'interdiction de tous les licenciements que ce soient des licenciements « économiques » ou des fins de contrats (CDD, intérim...). Ceux d'en haut nous diront que c'est impossible, qu'il n'y a pas assez de travail pour tout le monde. Si le temps de travail était diminué, et c'est possible vu la productivité des salariés, tout le monde pourrait travailler.

Les seules questions à poser sont celles du droit des patrons et des actionnaires à détruire des centaines de milliers de vies et du droit de la majorité de la population à vivre décemment. Si la production diminue, c'est au patron et aux actionnaires de prendre la responsabilité de la situation. Ce sont eux qu'il faudrait licencier car ils ne produisent rien !

Ouverture des livres de comptes : vers la gestion par les travailleurs

Difficile de comprendre pourquoi, tandis qu'on doit se serrer la ceinture, les grands groupes font encore des bénéfiques records. En temps de crise, alors que les conséquences sont déjà rudes pour les classes populaires, l'État impose des politiques d'austérité qui aggravent leurs conditions de vie. La même logique s'applique à l'échelle d'une entreprise. Quand elle décide d'un plan social et de licenciements, pour augmenter ses bénéfiques, elle fait d'une pierre deux coups. Elle en profite pour accentuer la pression sur les salariés restant. L'exemple de Continental est édifiant à ce titre. Difficile de savoir exactement combien de thunes gagne la boîte, combien sont dépensées pour le renouvellement des machines et des stocks... La seule manière de le savoir serait d'ouvrir ses livres de comptes, pour que n'importe quel salarié, responsable syndical ou pas, y ait accès. Si les comptes étaient ouverts, tout le monde se rendrait compte que les patrons mentent quand ils disent que la boîte va mal, qu'il faut licencier, diminuer les salaires, augmenter les cadences ou encore travailler plus. Tout le monde verrait que les patrons falsifient les comptes et surestiment les stocks, cachent l'achat de nouvelles machines plus productives ou encore font passer des millions d'une filiale à une autre pour faire apparaître des déficits.

Le mot d'ordre d'ouvertures des livres de comptes est primordial car il permet de s'immiscer dans le sacro-saint capital. Cela permettrait aux travailleurs de voir ce que vaut réellement leur dur labeur et quelle part des richesses qu'ils produisent passent directement dans les poches des capitalistes.

Le contrôle ouvrier : vers une autre société

Les patrons n'accepteront pas qu'on s'immisce ainsi dans leurs affaires. Il faudra nous imposer par le rapport de force, par une grève dure, une grève généralisée à plusieurs secteurs. L'interdiction des licenciements et l'ouverture des livres de comptes expriment une exigence : c'est aux travailleurs de gérer eux-mêmes les entreprises ; qui fait quoi ? Comment ? Où va l'argent ? Comment sont fixés les cadences et le temps de travail... Les travailleurs devraient dès aujourd'hui avoir le droit de veto sur toute décision relative à l'entreprise.

Ces revendications permettent de faire passer la lutte des travailleurs de l'arrêt du travail classique, la grève simple, au contrôle de l'entreprise, la grève active, la reprise en main de la production par ceux qui la font réellement. Le contrôle ouvrier doit être exercé par l'ensemble des travailleurs et il doit être généralisé à l'ensemble du pays.

Ces revendications remettent en cause la propriété privée des moyens de production, base essentielle du capitalisme. Face à la propriété privée et aux grands bénéfiques des actionnaires, le contrôle ouvrier fait naître l'idée d'une autre société : le socialisme.

Keyna Benbarka (Comité jeunes 92 nord)



Usine occupée - 24 mai 1968

Les vrais voyous sont en costard

Les patrons sacrifient des milliers de vie en licenciant. Les actionnaires valent plus à leurs yeux que les ouvriers qui font tourner la boîte. Lorsque la période est plutôt bonne, on rogne sur les acquis sociaux pour augmenter les profits. Dans des périodes de crise, quand l'entreprise ne fait plus assez de profits pour engraisser les actionnaires, les patrons licencient, même quand l'usine continue de bien tourner. En plus de virer les travailleurs, ils le font avec lâcheté, par des moyens indirects (lettres, voire e-mails ou SMS !) !

Alors qu'un salariés travaille tous les jours, qu'il consacre une partie de sa vie à faire tourner une entreprise, une minorité d'actionnaires peut décider, à l'autre bout de monde, qu'il n'est pas assez rentable et le mettre à la porte !

Et ces licenciements économiques sont parfaitement légaux ! Le Code du travail n'est qu'un moyen de réglementer le droit des patrons à exploiter et à jeter les salariés comme des mouchoirs usagés.

Quelle résistance ?

Au cours de l'année 2009, les salariés ont opposé une résistance face à ces licenciements. Le cas le plus médiatique, et aussi le plus dramatique, puisqu'il impose aux salariés de se mettre dans l'illégalité afin d'être simplement entendus, a été la séquestration des patrons. Dans plusieurs secteurs, notamment dans l'automobile, les salariés ont, à plusieurs reprises, empêché leur patron, de sortir de son bureau, jusqu'à ce qu'on daigne les écouter. Ailleurs, les salariés ont bloqué à la fois les machines et les produits fabriqués et ont utilisé ce butin comme moyen d'échange. Jusque-là, les salariés ont gagné de pouvoir partir avec une « bonne » prime ou au mieux en sauvant quelques emplois.

Ce combat n'a que trop duré, nous devons continuer à construire le rapport de force pour passer de la lutte défensive pour sauvegarder l'emploi à la lutte offensive pour interdire les licenciements !

Romain et Mathias (Comité jeunes de Lille)

À consulter : www.collectifcontrelespatronsvoyous.com

POURQUOI LA BOURGEOISIE RESTE-T-ELLE AU POUVOIR ?

La bourgeoisie est née à la fin du Moyen-âge et de l'Ancien Régime. Le terme « bourgeois » désigne alors un habitant des villes, qui jouit déjà de plus de droits que celui des campagnes et est souvent plus riche. La bourgeoisie est une classe dominée par le système féodal. Ce n'est qu'à partir de la Révolution française et tout au long du 19^{ème} siècle qu'elle va affermir son pouvoir et devenir la classe sociale dominante.

La bourgeoisie est donc une classe sociale. Selon Marx, la division de la société en classes sociales résulte des « rapports sociaux de production ». Autrement dit, c'est un groupe, plus ou moins homogène, d'individus qui occupent une même place dans les rapports de production, partagent les mêmes

conditions matérielles d'existence mais aussi un style de vie propre. Certaines sont dominantes, d'autres dominées, certaines vivent du produit du travail des autres. C'est « l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Les classes sociales se distinguent en deux catégories. D'une part, il y a les classes « en soi » : des individus appartenant à la même classe sociale, partageant des traits communs dans leur mode de vie et la même place dans les rapports de production. D'autre part, il y a les classes « pour soi », des groupes qui en plus des caractéristiques communes citées au-dessus, partagent la conscience de former une classe.

Enfin, les différentes classes sociales ont des intérêts différents, voire irréconciliables. Il y a donc un combat entre elles, la lutte des classes. Pour Marx, cette lutte est ce qui fait avancer l'histoire, son « moteur ».

je participe
tu participes
il participe
nous participons
vous participez
ils profitent



La bourgeoisie, une classe pour soi

La bourgeoisie est d'abord une classe en soi : elle a des capitaux économiques, sociaux et culturels très largement supérieurs à la moyenne. Mais c'est surtout une classe pour soi : elle a conscience d'elle-même. Denis Kessler, ancien numéro deux du MEDEF, déclarait par exemple : « Je crois plus que jamais à la lutte des classes et je sais dans quel camp je suis » !

La bourgeoisie est organisée pour défendre et maintenir ses intérêts, aux niveaux économique, politique et social. Son organisation se traduit par l'existence, entre autres, de syndicats patronaux. L'un des premiers, le Comité des Forges, est créé en 1864, par de grandes familles de l'industrie comme les Schneider ou les Wendel. Il change de nom après la seconde guerre mondiale et donne naissance à l'UIMM (Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie) qui se distingue en 2007 par la révélation de l'existence de caisses noires servant, selon les propres mots de son président, Denis Gautier-Sauvagnac, « à fluidifier les rapports sociaux », donc à corrompre les bureaucrates syndicaux. L'UIMM est l'une des principales composantes du CNPF (Conseil national du patronat français devenu MEDEF en 1998). Les Wendel sont toujours proches de la direction du patronat français. Un de leurs descendants, Ernest-Antoine Sellière a été président du CNPF (puis du MEDEF) de 1997 à 2005...

Au niveau politique, la conscience de classe se traduit bien évidemment par une collusion entre pouvoir financier et politique. La bourgeoisie est organisée politiquement pour défendre ses intérêts de classe. Elle n'est pas unifiée et est présente dans des partis de droite (FN, UMP), mais aussi de gauche comme le PS. Si l'affaire Woerth-Bettencourt montre une collusion entre les milieux financiers et les milieux politiques, elle ne révèle qu'une fois de plus une constante dans l'histoire.

Socialement, enfin, la bourgeoisie a mis en place un espace réservé : quartiers d'habitation (le 16^{ème} arrondissement de Paris, Neuilly-sur-Seine), parcours scolaires (lycée Henry IV, Grandes écoles...), endogamie (mariage entre personnes du même milieu social). Il existe même des « annuaires » spécialisés dans les figures de la bourgeoisie française, le Who's Who et le Bottin mondain. En plus de son capital économique (elle possède les moyens de production, les grandes entreprises), elle a un capital culturel (culture réservée à une élite, et non aux masses) et un capital social (les réseaux qui permettent aux enfants des bonnes familles de rencontrer des enfants issus du même milieu, de s'entraider plus tard...).

L'État au service de la bourgeoisie

La bourgeoisie constitue l'incarnation de ce qu'est une classe sociale « pour soi ». Mais son maintien au pouvoir ne serait pas possible sans le rôle que joue l'État. Il agit systématiquement dans son

intérêt. Quand il construit des routes, des voies ferrées, des infrastructures publiques, c'est avant tout parce qu'elles sont indispensables aux activités économiques de la bourgeoisie. Même lorsque Jules Ferry crée l'École publique en 1882, c'est pour offrir une main d'oeuvre plus qualifiée au patronat, et pour diffuser aux enfants l'idéologie de la bourgeoisie. Le droit qu'il crée est un droit bourgeois, destiné avant tout à préserver les intérêts de la classe possédante. Dans la Constitution, la première valeur fondamentale est la propriété privée.

La bourgeoisie a sans cesse besoin de trouver de nouveaux marchés sur lesquels réaliser ses profits : les politiques de privatisation de la Santé, de l'Éducation, de l'énergie, de la Poste, sont menées dans ce but par l'État, que les gouvernements soient de droite ou de gauche. La politique coloniale menée à partir des années 1880 était un moyen de trouver de nouveaux débouchés aux produits de l'industrie, puis d'assurer l'accès aux matières premières.

Lorsque le système capitaliste vacille, c'est toujours l'État qui vient en aide à la bourgeoisie. En 2008, le sauvetage des banques en a été un nouvel exemple. En 2009, le secteur automobile, proche de la banqueroute, a lui aussi été sauvé par l'État. Mais lorsqu'il s'agit de régler la facture, c'est bien sûr le peuple qui paie. L'État « socialise les pertes et privatise les profits ».

L'État, appareil de la classe dominante

Si les dirigeants montrent un tel enthousiasme à servir les intérêts des capitalistes, c'est parce que mille liens les unissent à la bourgeoisie, à commencer par leur propre appartenance à cette classe. La plupart des politiciens professionnels, qu'ils soient hauts fonctionnaires, avocats d'affaires, patrons, cadres dans une grande entreprise ou encore médecins, sont issus de la bourgeoisie (1).

Mais l'État ne se limite pas à son personnel politique. Il est aussi constitué d'une administration et d'un bras armé (police, armée). Ces deux composantes sont dirigées par la bourgeoisie, à travers la sélection sociale que constitue le système des Grandes écoles créé par Napoléon : ENA (cadres de l'administration), Saint-Cyr (cadres militaires), etc.

Lorsque son pouvoir est menacé, la bourgeoisie n'hésite pas à utiliser la violence. Des épisodes sanglants du 19^{ème} siècle (juin 1848, la Commune de Paris en 1871...) à nos jours (réquisitions de salariés grévistes, renvois de lycéens trop actifs dans les mobilisations, envois de CRS sur les usines et les bahuts...), l'État ne manque pas de ressources pour étouffer toute remise en cause du pouvoir de la classe dominante.

La bourgeoisie est très bien organisée pour maintenir son pouvoir et ses privilèges, à travers les différents rouages de la société, de ses « relations » à l'appareil d'État aux leviers de l'économie. Nous devons nous aussi organiser notre camp social, développer sa conscience, lui rendre sa fierté, reconstruire sa solidarité, pour qu'enfin il soit en mesure de contester à la bourgeoisie la direction de la société. Car si elle a été en mesure de développer la technique et les technologies, elle l'a fait au prix des guerres, des crises, de la destruction de l'environnement, de la violence, de l'injustice, de l'oppression, du racisme. Cette classe ne mènera pas le monde ailleurs que dans un mur.

Benjamin et Thomas (Comité Jeunes Caen)

(1) Dans une même famille, la famille Sarkozy par exemple, on peut trouver un frère, Nicolas, avocat d'affaires devenu homme politique puis président de la République et un autre, Guillaume, haut fonctionnaire énarque passé dans le privé et devenu numéro deux du MEDEF !

De l'argent, il y en a...

retraites

à 60 ans,

à taux plein

à 1500 € minimum

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

« POST-SCRIPTUM »

Quelques films pour aller plus loin dans le dossier

En 1982, dans le film « Mille Milliards de Dollars », un personnage décrit l'évolution de l'économie mondiale. « En 1968, il faut 6000 entreprises pour atteindre le chiffre d'affaire de mille milliards, aujourd'hui (en 1982) trente entreprises, et demain à peine cinq ». À l'heure actuelle, les cinq plus grandes entreprises au monde (Wall Mart, Shell, Exxon, BP et Toyota) représentent un chiffre d'affaire cumulé de 1400 milliards de dollars.

Avec la crise, il est possible de réexaminer les mécanismes du capitalisme, et d'en faire, parfois, une critique féroce. Plusieurs films se font l'écho de ces réflexions. On retrouve par exemple les traders, lobbyistes, consultants et autres patrons de multinationales ou licenciés professionnels, dans le film « Let's make Money », où l'on apprend que les sommes d'argent stockées dans les banques des paradis fiscaux représenteraient près de 200 fois le PIB mondial annuel.

Si vous n'êtes pas totalement estomaqué, prenez le temps de regarder « Inside Job », qui revient sur les origines de la crise des subprimes... Et qui explique aussi pourquoi Obama ne changera rien, la plupart des postes liés à l'économie dans son gouvernement étant occupés par des anciens responsables de grandes banques américaines. Le film reste néanmoins gentillet, faisant passer Strauss-Kahn (directeur du FMI) et Lagarde (ministre des finances) pour des gentils régulateurs.

La même remarque s'applique pour le film de Michael Moore « Capitalism: A Love Story », qui oppose en permanence le méchant système U.S et les bons européens. Le film montre bien comment tout système démocratique est contradictoire avec la logique du profit. Juges et politiciens achetés contre un intéressement substantiel ou encore des patrons qui parient via des contrats d'assurances sur la mort de leurs employés. De quoi donner un nouveau sens au terme « chasseur de primes »...

« Le libéralisme extravagant ça se paye, et plein pot monsieur »

En 1978, le film « Le Sucre » décrivait une bulle spéculative sur le marché des matières premières. Là aussi, les banques, les patrons sont couverts par l'État qui efface l'ardoise des plus gros spéculateurs.

Dix ans après dans « Wall Street », on entre dans le monde de la grande finance où les sociétés sont broyées ou sauvées au gré de leur niveau de rentabilité financière: « Il s'agit de pognon, le reste c'est du bavardage ».

Dans « Violence des échanges en milieu tempéré », un jeune « consultant » finit par mettre en application cette idée. Il réalise un audit qui sert à préparer le licenciement de 87 salariés d'une entreprise tout juste rachetée par un grand groupe. « Up in the air », nous montre un personnage dont le boulot est de faire le tour des États-Unis pour annoncer à des salariés qu'ils sont virés. On y découvre aussi les nouvelles méthodes de licenciement, où les gens peuvent se faire virer via internet.

Tous ces films nous permettent d'entrevoir l'arsenal qui est mis en place pour assurer aux capitalistes un maximum de profits. Même si certains personnages peuvent apparaître comme sympathiques, il n'en reste pas moins qu'ils assument un rôle social qui vise à protéger les intérêts des plus puissants et à maintenir en place une division sociale fondée sur une (très) inégale répartition des richesses.

Le sucre, de Jacques Rouffio, 1978, Gaumont

Mille milliards de dollars, de Henry Verneuil, 1982, Studio Canal

Wall street, d'Oliver Stone, 1987, Twentieth century Fox

Violence des échanges en milieu tempéré, de Jean-Marc Moutout, 2004, les Films du losange

Capitalism: A Love Story, de Michael Moore, 2009, Paramount Pictures

Let's make Money, de Erwin Wagenhofer, 2009, MK2

Up in the air, de Jason Reitman, 2010, Paramount

Inside job, de Charles Ferguson, 2010, DVD non disponible

POURQUOI LES MÉDIAS SONT-ILS DU CÔTÉ DU PATRONAT ?

Lors de chaque mobilisation, on entend les mêmes mensonges dans les médias. Les grévistes ne chercheraient qu'à défendre leurs privilèges, au détriment des bons citoyens pris en otage. Les causes des conflits sont rarement clairement expliquées.

En revanche, lorsque le patronat défend les coupes budgétaires, il est peu souvent remis en cause. Quand la police attaque une manifestation, les médias reportent généralement leur version déformée des faits.

Un outil de la classe dominante...

Dans le système actuel, les principaux médias sont possédés par une petite élite richissime. Rupert Murdoch, le milliardaire australien, possède ainsi 175 publications dans le monde entier ! C'est la même classe dominante qui possède les médias et les moyens de production, les entreprises, les usines. La majorité des médias sont des entreprises capitalistes à la recherche du profit maximal. Rien d'étonnant alors s'ils défendent le système qui les nourrit !

Comme le disait Karl Marx à son époque, « les idées de la classe dominante sont à chaque époque les idées dominantes de la société ». Cela est toujours vrai aujourd'hui, il suffit de voir le journal télévisé pour s'en rendre compte. Les reportages sont en général soit acritiques, soit favorables aux politiques menées par les gouvernements en place. Lorsque les entreprises font du profit, cela est présenté comme une bonne nouvelle. La politique « officielle » se résume bien souvent à la vie parlementaire. L'économie est présentée à part, comme s'il s'agissait d'une sphère de la société indépendante des décisions politiques. L'actualité décrite se résume bien souvent aux scandales, aux crimes et délits et à la vie des célébrités.

...mais des contradictions

Pour attirer la publicité, les journaux doivent réussir à se vendre auprès des lecteurs. Et pour cela, ils doivent aussi tenir compte de ce que leur public pense. Il existe un tel gouffre entre le vécu de la population et l'idéologie capitaliste officielle, qu'un espace peut exister pour le questionnement voire le rejet de cette idéologie. Lors du déclenchement de la crise en 2007-2008, certains médias ont clairement critiqué le système capitaliste, chose impensable quelques mois auparavant ! Lorsque des idées de gauche progressent dans l'opinion, les médias, tout en continuant de défendre la classe dominante, doivent aussi en tenir compte afin de ne pas être en décrochage avec leur public.

Les médias ne forment pas un bloc monolithique, ils sont aussi le reflet des contradictions au sein de la bourgeoisie. Un journal comme le Figaro défend une ligne ouvertement réactionnaire, tandis que Libération ou Le Monde sont dans l'orbite du Parti Socialiste. Cela exprime les divisions au sein de la bourgeoisie, les désaccords sur les politiques à mener. Les divergences existent aussi entre les groupes économiques ayant des intérêts contradictoires. En 2003, la bourgeoisie française dans sa majorité était opposée au déclenchement de la guerre contre l'Irak, pour des raisons propres à la défense de l'impérialisme français. Cependant, une minorité défendait l'invasion. Aujourd'hui, une partie des patrons français exprime des réticences vis-à-vis de Sarkozy, car ils estiment que sa politique de casse sociale entraîne un trop grand risque de voir une grève générale se déclencher. Une autre partie de son camp social estime que sa politique est juste, car il a réussi à faire adopter la réforme des retraites et va poursuivre ses contre-réformes.

Ces désaccords se reflètent dans la ligne éditoriale des différents médias.

Démocratiser l'information

A toutes les époques, les classes dominantes ont utilisées les médias afin d'asseoir leur pouvoir et modeler les consciences. Autrefois, le système d'information était le privilège du pouvoir religieux, allié direct du système féodal. L'asservissement de l'information était alors clairement assumé, dans les intérêts de la noblesse et du clergé... qui évidemment étaient ceux de Dieu. Aucune contestation n'était alors possible.

Aujourd'hui, les médias sont formellement indépendants. Mais cette liberté n'existe que dans les limites de la marchandisation, seuls ceux qui ont les moyens financiers suffisants peuvent prétendre à l'expression et à l'information de façon indépendante. L'information est censée être le Quatrième Pouvoir, libre et indépendant. Mais comment imaginer qu'un pouvoir, garant d'un système d'exploitation, puisse laisser le traitement de l'information autonome ?

Tant que les principaux journaux et chaînes de télévision seront entre les mains d'intérêts privés, ils continueront d'être du côté du patronat. Il faut donc en finir avec la propriété privée des grands médias, et permettre un réel accès démocratique à l'information pour l'ensemble de la population.

2030 Nouvelles d'un monde qui tombe



Ceci n'est pas un livre, c'est une expérience. Neuf histoires pour raconter un monde qui tombe en parlant de celui qui vient. 2030 se noie dans nos inconscients, dégouline le long de nos cauchemars et distille l'absinthe de nos rages. Il ne s'agit pas d'anticipation mais de quelques balafres, micro-traces de ce qu'on appelait l'espoir au seuil des sociétés de contrôle.

disponible sur www.bboykonsian.com et toutes les bonnes librairies



Le gouvernement Berlusconi face aux premiers incidents

Si la fracture est ouverte entre les différentes factions de la droite italienne, le conflit qui se déroule dans les rues est bien plus significatif. En décembre, toutes les universités italiennes ont été occupées et dans toutes les villes il y a eu des manifestations et des rassemblements. Le but était un blocage total.

La radicalité des jeunes est d'autant plus frappante dans un pays où l'opposition à Berlusconi est inexistante. La réforme des universités vise à restreindre le budget alloué aux universités. Elle prévoit la diminution de filières, un accès aux bourses plus difficile, la fusion des établissements les plus petits et l'entrée dans les conseils d'administration d'experts externes au monde académique. Elle s'ajoute à la suppression de 130 000 emplois dans l'Éducation nationale. Mais le mouvement ne se limite pas à l'enseignement. Les jeunes ont pour objectif la grève générale pour accentuer la crise politique du pays.

Interview de Luciano, étudiant de La Sapienza (Université de Rome), membre d'Ateneinrivolta, la coordination nationale des collectifs d'étudiants, et militant du parti Sinistra Critica.

L'ÉA : Le gouvernement les traite de « terroristes » ou de « marionnettes ». Qui sont ces étudiants qui se mobilisent ? Comment la lutte a-t-elle commencé ?

Luciano : L'initiative a été prise par l'Onda (« la vague »), le mouvement étudiant de 2008. De nombreux étudiants ont eu l'occasion de tirer les bilans du mouvement. Il y a eu des tentatives pour la relancer sur d'autres questions, mais jamais rien de particulièrement significatif.

Le vote de la réforme Gelmini a donné un nouvel élan au mouvement étudiant. Au départ, ce sont les chercheurs qui ont bloqué le début de l'année universitaire dans de nombreuses villes, en refusant de donner les cours pour lesquels ils n'étaient pas rémunérés.

À ce jour, cette collaboration entre les étudiants et les chercheurs a cessé, puisque certains ont recommencé à donner des cours, même pendant les journées de manifestation.

L'ÉA : Nous avons vu des photos du centre historique de Rome en flammes, des images des manifestations qui bloquent les routes et les stations-service au milieu des applaudissements de la population. Peux-tu retracer toutes les étapes de la mobilisation ?

Luciano : Le 8 octobre, il y a eu des manifestations dans toute l'Italie. À Rome, la manif est arrivée au ministère de l'Éducation. L'année n'avait pas encore débuté dans de nombreuses universités. Mais le début symbolique de ce mouvement est marqué par l'énorme marche appelée par les métallurgistes du syndicat FIOM, le 16 octobre à Rome. Ce n'était pas seulement un cortège du mouvement ouvrier, mais une étape importante pour le mouvement d'opposition sociale à Berlusconi. C'est à partir de ce moment que les étudiants ont commencé à défendre la perspective d'une grève générale en Italie. Après, le mouvement a continué de croître. Moins que dans celui de 2008, mais avec des mots d'ordre beaucoup plus radicaux. Entre le 24 et le 25 novembre, la grande mobilisation a commencé. Des lieux symboliques et emblématiques de la culture ont été occupés ou bloqués : le Sénat, le Colisée, la Tour de Pise... Et c'était aussi le début des occupations d'universités et des affrontements avec la police.

Contrairement à 2008, le mouvement peut vraiment entraîner toutes sortes de conséquences politiques. Il accroît les conflits sociaux, redonne confiance aux autres secteurs, tout en déstabilisant le gouvernement, le décourageant de mener certaines attaques. Aujourd'hui, au Parlement se retrouve dans un équilibre instable.

Mouvement de la jeunesse en Grande-Bretagne

Pendant plusieurs semaines, des milliers d'étudiant-e-s et de lycéen-ne-s britanniques se sont mobilisés-e-s contre les coupes budgétaires dans l'enseignement. Elles entraînent une hausse drastique des frais d'inscriptions à l'université (on passe de 3000 livres à 9000 livres (1)). Même si au final, la loi a été votée, ce mouvement montre des aspects très positifs sur plusieurs points.

Un mouvement exceptionnel pour la Grande-Bretagne...

C'est le plus gros mouvement de jeunes qu'on ait vu depuis des années. Sur les universités, le NUS (National Union of Students), principal syndicat étudiant, n'avait jamais appelé à la mobilisation. Lorsque d'autres organisations appelaient à des assemblées générales ou à des manifestations sur d'autres sujets (guerre en Irak en 2003, attaque sur Gaza en 2009...), les étudiant-e-s n'y répondaient pas aussi massivement.

Le projet de loi du gouvernement libéral-conservateur les concernait directement. Il s'inscrit dans le plan d'austérité qui vise à faire payer la crise aux jeunes et aux travailleurs/euses. Les manifestations ont rassemblé jusqu'à 130 000 personnes au pic du mouvement. L'entrée des lycéen-ne-s dans le mouvement, alors qu'ils/elles n'ont presque aucune tradition de lutte est significative.

... et radical !

Même si la revendication principale était « non aux coupes budgétaires », on pouvait aussi entendre « les impôts dus par Philippe Green (un homme d'affaire dont la fortune est estimée à 7 milliards de dollars, ndlr.) pourraient servir à financer nos études ! », appuyant ainsi le scandale fiscal dont il a été accusé.



L'ÉA : Quelles sont les limites du mouvement ?

Luciano : Le problème le plus difficile est celui de l'organisation. Il y a un progrès par rapport à 2008. Mais le modèle des coordinations démocratiques avec des délégués élus n'est toujours pas appliqué. La colère croît plus vite que la volonté de s'auto-organiser. Il y a pour le moment beaucoup plus de monde dans les rues que dans les assemblées générales.

L'ÉA : Après plusieurs reports, la réforme Gelmini a été votée au Parlement. Quelles sont les perspectives ? Comment allez-vous continuer la lutte ?

Luciano : La lutte n'est pas finie pour nous. Nous allons continuer à entraver les décrets d'application, au niveau national et dans chaque université. Nous allons nous battre contre l'augmentation des frais d'inscription. Mais le véritable objectif c'est maintenant une grève générale. Nous travaillons maintenant à construire l'« Université sociale », une structure coordonnant tous les « émeutiers » d'Italie. Les syndicats nous disent que pour une grève générale, il faut des conditions préalables. Nous continuons à lutter pour que 2011 soit l'année de l'insurrection, qui mettra le gouvernement en situation de crise, grâce à une grande grève générale pour bloquer le pays... Comme les Français !

Propos recueillis par Nina (Comité jeunes 92 nord, militante de Sinistra Critica)

Quelques images à voir :

http://www.youtube.com/watch?v=lx91HY01jMw&feature=player_embedded

<http://berthoalain.wordpress.com/2010/12/01/universites-affrontement-a-rome-genes-bologne-30-novembre-2010/>

<http://tv.repubblica.it/dossier/guerriglia-roma-protesta-black-bloc/piazza-del-popolo-camionetta-in-fiamme/58291?video=&pagefrom=1>

L'occupation du siège du parti conservateur par les étudiant-e-s montre le rejet de sa politique de, tout comme l'affrontement avec les policiers que le gouvernement leurs avait envoyés.

Des acquis pour les prochaines luttes

À travers cette mobilisation, les jeunes ont acquis une véritable expérience de lutte ! L'organisation d'assemblées générales, d'actions locales et l'occupation des universités ont permis un début d'auto-organisation. La confrontation avec la police a montré le vrai visage du gouvernement. À travers cela, la jeunesse a pris conscience qu'elle était une force et que la résistance est possible.

Elsa (Comité jeunes Saint-Denis)

(1) soit de 3500 à 10 600 euros

Quelques vidéos :

http://www.youtube.com/watch?v=bn0opye54xA&feature=player_embedded

La Rolls du prince Charles et de Camilla Rosemary Shand attaquée à coups de milk shakes et de hamburgers : <http://www.youtube.com/watch?v=VmdRynjwW3k>

Dans la rue le 22 janvier !

Le collectif « L'Éducation est notre avenir », regroupant 25 organisations syndicales et associatives actrices de l'éducation, organise une journée nationale de mobilisation le samedi 22 janvier 2011. L'objectif de ce collectif et de cette journée est de dénoncer la casse de l'Éducation nationale et de lutter contre le budget 2011.

Le projet du Ministère n'a qu'un seul but : réduire drastiquement les moyens alloués. Luc Chatel propose la « cure d'amincissement » habituelle avec 16 000 postes en moins dès la rentrée 2011, une baisse de 5 à 10% des crédits pédagogiques, de 7% des crédits de la formation continue (c'est l'enterrement des derniers vestiges de formation des enseignants). Dans les collèges et les lycées, le nombre d'élèves par classes va augmenter et les élèves vont devoir aller suivre leurs options dans d'autres établissements (c'est la « mutualisation » rendue possible par la révision de l'offre de formation). Dès la maternelle, l'accueil des moins de deux ans déjà remis en cause va s'accroître.

Un seul constat s'impose : « nous sommes en train de quitter la logique éducative et d'entrer dans une logique budgétaire et comptable », dicit Bernardette Groison, secrétaire générale de la FSU. Ce sont les jeunes qui vont payer la crise. L'idée même d'une Éducation nationale publique de qualité accessible à tous est remise en cause. Certes, le 22 janvier ne sera pas une journée de manifestations massives. Il n'y aura pas de grève, et encore moins de mouvement reconductible pourtant seul à même de faire reculer le gouvernement. En tous cas, une telle mobilisation ne sera pas appelée par l'intersyndicale de l'Éducation. Mais en nous servant de cette date, nous pourrions faire que chaque lycéen sache que les conditions d'éducation pourries qu'il vit seront encore pires demain et qu'il faut s'organiser partout face à cela.

Narimane (Comité jeunes de Nancy)

APPRENTISSAGE... De L'EXPLOITATION

Officiellement, le niveau de chômage des moins de 25 ans était de 23% à la fin 2010. Sarkozy s'en émuait dans son show télé du 16 novembre : « La France, depuis des décennies, a un taux d'emploi des jeunes qui est l'un des plus faibles de l'OCDE. »

« Chômage des jeunes »

Les chiffres du chômage sont manipulables. Les précaires qui cherchent un emploi stable, les intérimaires qui ne font que quelques heures dans un mois, les radiés du Pôle emploi, sont écartés de la comptabilisation des demandeurs d'emploi. Les chiffres officiels sont donc sous-estimés.

En revanche, on comptabilise le niveau d'emploi des 18-25 ans en prenant l'entièreté de la tranche d'âge. Stagiaires et étudiants non salariés font donc parti des « jeunes chômeurs ». Le niveau d'études demandé sur le marché du travail est en constante hausse, de même que les mesures de flicage des étudiants (contrôle continu systématisé, contrôles d'assiduité) et les emplois du temps (modules de « professionnalisation », stages obligatoires...). Cela empêche beaucoup d'avoir un job pour financer leurs études. Si l'on excluait les étudiants de la comptabilisation – ce qui ne serait pas juste non plus, car beaucoup d'entre nous n'ont pas le choix de se salarier – on atteindrait un taux de chômage égal à la moyenne nationale.

Bien sûr, la jeunesse est plus touchée, surtout depuis 2008. La faute aux licenciements, aux ruptures de contrats précaires (huit jeunes salariés sur dix en occupent un)... Et aux heures supplémentaires subventionnées, au recul de l'âge de la retraite : la politique du « travailler plus » pour ceux qui ont déjà un emploi.



L'apprentissage ne crée pas d'emploi !

Surévaluer le chômage des jeunes, alors qu'on sous-estime celui de la population, est un moyen pour la classe politique de justifier des mesures dérogatoires au droit du travail : CIP de Balladur en 1994, emplois-jeunes d'Aubry en 1997, CPE de Villepin en 2006...

Sarkozy ne fera pas le choix d'un CPE-bis. Cela signifierait un fort mouvement social un an avant la présidentielle. Il va donc développer l'apprentissage. Un « outil efficace contre le chômage » selon Xavier Delattre, un responsable de la Fondation Apprentis d'Auteuil (La Tribune du 5 janvier). Et en quoi ?

Si une entreprise a besoin d'embaucher un salarié, elle le fait, quitte à perdre en productivité le temps de former son nouvel employé. Sinon, elle n'embauche pas. Adapter la formation aux besoins des entreprises en mettre en oeuvre des mesures dérogatoires (un apprenti touche, selon son âge et son année d'apprentissage entre 25 et 78% du SMIC, sauf convention collective différente ; son salaire est totalement exonéré des « charges » sociales), ça ne crée pas d'emploi. Ça offre simplement un triple bonus aux patrons. Une main d'oeuvre moins coûteuse, mais aussi un travailleur soumis à la pression du non renouvellement de la convention. Les ruptures de contrat durant les trois premiers mois de stage surviennent dans un cas sur deux à Paris et un sur trois en province. Et cela économise à l'entreprise les frais de la formation d'un salarié.

Étudiants, apprentis, travailleurs précaires, nous devons revendiquer la rémunération des apprentis au salaire normal de leur branche, en tous cas pas à moins de 100% du SMIC, la conversion de tous les contrats précaires en CDI, l'interdiction des licenciements et pré-salaire d'autonomie pour tous les jeunes !

JB (comité jeunes 92 nord)

Troisième vague d'autonomie : Quelles conséquences pour les universités ?

La nouvelle vague d'application de l'autonomie touche dix-neuf universités. Après les audits menés par l'inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la recherche, le feu vert sera donné à ces universités pour passer à l'autonomie en 2011 et 2012.

L'autonomie des universités repose sur deux grands principes. Le premier est que les universités paient et embauchent directement leurs personnels (profs, BIATOSS...). Le second est qu'elles sont propriétaires de leurs bâtiments. Elle signifie aussi une baisse des budgets à cause du désinvestissement de l'État. Désormais, les universités n'ont plus le droit d'être déficitaires. Cela les pousse à chercher des investissements de l'extérieur. L'Éducation et la recherche ne sont plus un service public. Elles doivent être rentables. Les membres des administrations sont devenus de véritables managers cherchant par tous les moyens à équilibrer les comptes et entretenant des relations privilégiées avec le privé.

À Reims, nous en subissons des conséquences désastreuses. Pour assurer les cours jusqu'à la fin du semestre, les différentes UFR sont dotées d'heures complémentaires. Dans l'UFR de lettres, la dotation est passée de 7 200 à 2 112 heures. En l'état actuel des choses, les enseignants ne seront plus payés à partir de début mars. Pour assurer les cours jusqu'à la fin de l'année, un véritable plan de rigueur est mis en place : remplacement de tous les CM par des TD permettant des économies sur les salaires des profs ; augmentation du seuil d'étudiants minimum permettant d'ouvrir une option, ce qui conduit à la suppression de nombreux enseignements, et à terme de filières entières ; baisse du nombre d'heures de cours... Et cela sans compter l'ouverture du « master champagne » ouvert en UFR d'économie, et financés par la société de produits de luxe LVMH.

Avec ces mesures drastiques, la déqualification de nos diplômés se fait encore plus forte. En supprimant petit à petit les contenus pédagogiques, nos diplômés ne valent plus rien. Ils ne seront plus reconnus dans les conventions collectives, ce qui permettra au patronat de faire baisser nos futurs salaires et conditions de travail ! Partout en Europe des luttes ont lieu contre cette même logique. À nous de construire la riposte pas à pas dans chaque université, contre les applications locales, afin de rendre possible une convergence des luttes aux échelles nationale et européenne !

François (Comité jeunes de Reims)

Convention CPU / MEDEF : Les étudiants, une marchandise comme les autres

Le MEDEF et la CPU (Conférence des présidents d'université) ont signé le 23 novembre, une convention-cadre de coopération pour favoriser « l'insertion professionnelle des jeunes ». Derrière cette noble cause se cache une professionnalisation à outrance permettant d'assouvir les besoins des entreprises au détriment des étudiants.

La convention préconise un « développement des stages à tous les niveaux et dans toutes les filières de formation », assurant ainsi aux entreprises un vivier inestimable de main-d'œuvre précaire. Prévue pour cinq ans, elle prévoit aussi de « développer l'entrepreneuriat chez les étudiants » et de multiples partenariats, notamment dans la création de fondations. Dans la logique de la LRU, « les représentants des entreprises participent aux décisions stratégiques » des universités. Sous le prétexte d'une « concurrence européenne et internationale accrue », le MEDEF a décidé de faire mainmise sur les salariés de demain. A quand un partenariat avec les maternelles ?

Delphine (Comité jeunes La Sorbonne)

24 Heures Dans la tête d'un militant du Front National



8h

Non d'une croix gammée ! J'ai encore sommeil... Chaque fois pareil, on commence la ratonnade à 22h et je me couche tard... Enfin ça en valait Le Pen, heu... La peine !

8h15

Que dit la presse aujourd'hui ?

Rivarol, « Bruno Gollnisch : une volonté, un idéal »... « Si Le Pen voulait absolument que ce fut sa fille qui lui succédât et personne d'autre, il aurait mieux valu le dire clairement, imposer à tous sa progéniture comme dans la communiste et tyrannique Corée du Nord. » Ah non ! Attaquer Marine Le Pen passe encore. Mais le Führer, c'est scandaleux !

Minute, « Les juifs et l'argent » ; « 11 septembre, le mystère reste entier »... C'est intéressant tout ça... Mais ils ne parlent pas du FN ? Ah si ! « Ces marinistes qui veulent tout le pouvoir » !

Et que dit Présent ? « La vice-présidente du Front national devrait remplacer le mot République, trop lié à ses adversaires, par d'autres termes plus mobilisateurs. Par exemple France, nation, patrie... »

Ach ! Tout le monde roule pour Gollnisch !

10h

Il faut que j'aille mettre des tracts dans les boîtes aux lettres. On n'ose pas distribuer directement, ou alors il faut qu'on soit vraiment nombreux et armés. Et comme le Führer a dit qu'il ne fallait plus qu'on montre nos flingues, on se contente des boîtes quand les gens ne sont pas là.

13h

Bon, je vais regarder Jean-Pierre Pernaut. C'est un peu un gauchiste sarkozyste, mais il a toujours été correct avec nous et il montre la vraie France, celle des traditions, « des petits, des sans-grade »...

14h

Un soir j'ai fait un rêve. « I have a dream » comme a dit Bruno Gollnisch. Le Führer arrivait au pouvoir. Tout le Front s'était réconcilié. Il y avait Lang (Carl, pas Jack), Mégret, même Philippe de Villiers. Au second tour, Éric Besson avait trahi Sarkozy et s'était rallié à nous... Pernaut était nommé ministre de l'information. Que c'était beau !

15h

Quel dilemme ! Marine ou Bruno ? Entre les deux, mon cœur balance comme un noir au bout d'une corde...

Marine, c'est l'ouverture du parti... Un peu trop ? Elle a déclaré qu'on peut avoir un « islam français » et qu'il ne faut pas interdire l'avortement... Et puis une femme divorcée deux fois, c'est pas

trop notre vision de la famille. Bon, son père l'est aussi. Mais c'est différent : c'est un homme.

Mais c'est lui qui l'a choisie. S'il avait écouté les militants en 2003, elle n'aurait été que la numéro 34 du comité central, or il l'a nommée vice-présidente. Doit-on contester son choix ?

Bruno, lui, c'est un vrai négationniste, le successeur du Führer en terme de déclarations fracassantes. Je m'en souviens comme si c'était hier : « Je ne mets pas en cause l'existence des camps de concentration mais, sur le nombre de morts, les historiens pourraient en discuter. Quant à l'existence des chambres à gaz, il appartient aux historiens de se déterminer »... Et en 1990 ! Il avait invité à Lyon un ancien SS, Franz Schönhuber ! Quel courage quand même !

16h

Bien sûr, Marine a essayé aussi avec le coup des musulmans qui sont comme les occupants nazis... Mais d'abord, je trouve ça un peu abusif de comparer les nazis aux musulmans. Eux savaient se tenir ! Et puis de toutes façons, quand on a des Brice Hortefeux et des Nadine Morano au gouvernement, il faut aller plus loin, pas se contenter de les suivre ! En fait, c'est pas les musulmans qu'elle attaquait le plus. C'était Gollnisch, en critiquant « ceux qui aiment parler de la Seconde guerre mondiale »...

17h

Je dois prendre le thé avec l'amicale des anciens combattants de l'Indochine et de l'Algérie française. Peut-être que ces vieux sages sauront me conseiller...

19h

Même eux sont divisés ! Ils se sont tellement énervés, on aurait cru une reconstitution de la bataille de Dien Bien Phu... Je n'avais pas vu de telle engueulade depuis la fois où on leur a demandé qui on devait le plus détester entre les juifs et les Arabes !

20h

Si ça continue, on va connaître une scission au congrès de Tours. Quelle honte ! J'aurais l'impression d'être un socialo-communiste ! Non, le Führer ne laissera jamais faire ça ! Il tuera Gollnisch ou même sa fille de ses propres mains, plutôt que de les laisser éclater l'empire. Pourquoi partir si tôt ? Ça ne fait que 38 ans qu'il est président du Front national, même pas le quarante millième d'un Reich ! Il a 82 ans, le Maréchal en avait 86 quand il a pris la tête du pays en 1940 !

Lui seul a réussi à faire tenir le Front. À rassembler des anciens collabos et des anciens résistants nationalistes ; à faire accepter la flamme tricolore à des royalistes ; à faire cohabiter des catho intégristes et des païens celtiques ; à faire accepter aux anciens de l'OAS son amitié avec le nationaliste arabe Saddam Hussein ; à faire venir Dieudonné à la fête Bleu-blanc-rouge en même temps qu'Anthony Attal, le président de la Ligue de défense juive...

Le FN n'est pas un parti avec un projet précis comme, comme ceux des gauchistes et autres démocrates, mais un front, bien rangé derrière un guide unique. Tous ceux qui ont essayé de s'opposer à lui en ont payé le prix : Jean-Pierre Stirbois éclaté contre un platane. Mégret dégage. Marie-France Stirbois virée du bureau politique avec Bompard parce qu'ils s'opposaient à Marine Le Pen, Lang exclu des listes aux européennes...

Bompard a pas mal rebondi. Son idée de Ligue du Sud, en clin d'oeil à la Ligue du Nord des néo-fasciste italiens, était pas mal. Il a réussi à faire liste commune avec le Bloc identitaire. Encore des anciens de chez nous d'ailleurs ! Mais qui n'ont pas compris qu'il fallait une tactique un peu plus fine pour prendre le pouvoir.

22h

Donc, si Marine l'emporte, on peut franchir un cap électoral. Elle a 27% d'opinions favorables ! On pourrait gagner des anciens du sarkozysme, des villiéristes orphelins, des amis de Dupont-Aignan ou de Christine Boutin, des ultra-laïques... Oui, même eux pourraient cohabiter avec les catho au nom de la lutte contre l'islam.

Mais si c'est Bruno, on pourra s'ouvrir sur l'extrême droite. Rallier nos anciens, et même des jeunes qui n'ont jamais été chez nous, comme Arnaud Guillon, le petit de 25 ans du Bloc identitaire qui veut se présenter à la présidentielle. Si c'est Marine, on va avoir des départs, c'est sûr. Ça va renforcer notre droite et nous déporter vers l'UMP...

Ach ! Si seulement le Führer acceptait de rempiler !

23h

Impossible de dormir, mon esprit est trop préoccupé. Bon, je vais aller taguer une mosquée et une synagogue, ça me changera les idées.



CONTACTE NOUS ET PARTICIPE AUX

28^e RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES **DU 23 au 30 JUILLET 2011**
DANS LE SUD DE LA FRANCE

Une semaine de DÉBATS ET DE FÊTES ENTRE JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES DU MONDE ENTIER

Par mail [CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG](mailto:contact-jeunes@npa2009.org) OU

ENVOYEZ VOS COORDONNÉES À NPA JEUNES, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL